



**UCLG**  
Working Group

Territorial Prevention  
and Management  
of Crises



## Réunion du groupe de travail de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises

Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard, Genève, Suisse & en ligne  
**28 novembre, 09:45 - 16:30 CET**

Le groupe de travail de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises a pour but de fournir une plateforme aux gouvernements locaux pour échanger des connaissances et de l'expertise sur la gestion des catastrophes ainsi que de renforcer le rôle des gouvernements locaux dans ces situations.

La réunion annuelle du groupe de travail a eu lieu en ligne et à Genève, le 28 novembre 2022, en présence de M. Sami Kanaan, membre du conseil exécutif de la Ville de Genève et Président de ce groupe de travail. Cette année, la réunion s'est concentrée sur les villes en guerre et en conflits prolongés. Etaient présent-e-s à cette réunion des représentant-e-s des autorités locales ukrainiennes et libanaises ainsi que des représentant-e-s d'organisations humanitaires, des *think tanks*, des grandes ONG et des bailleurs de fonds basés à Genève.

La réunion a été co-organisée avec l'Alliance globale pour les crises urbaines (en anglais Global Alliance for Urban Crises - GAUC) et en partenariat avec le Geneva Cities Hub.

### Objectifs

Cette réunion a été l'occasion de débattre du rôle des pouvoirs locaux en situation de conflit. Les formes de conflits post-guerre froide, dits « dérégulés » ou « dissymétriques », voient l'espace urbain, symbole de la concentration des richesses et du pouvoir, redevenir un champ de bataille sur lequel des factions politiques, religieuses ou ethniques s'investissent facilement (cit. F. Grünwald). De nouveaux conflits ont surgi ces dernières années plongeant l'Europe et le monde dans une nouvelle situation de tension et de guerre.

Comment les collectivités territoriales font-t-elles face à ces contextes de crise et quels sont les mécanismes de survie des populations dans les villes touchées par les conflits ? Comment « les villes cibles » et les « villes refuges » sont-elles obligées de se réorganiser face à la guerre ?

Plus particulièrement, des représentant-e-s des collectivités territoriales ukrainiennes et leur association nationale des pouvoirs locaux ont présenté les stratégies de réponse en cours face au conflit qui n'est pas encore terminé. Quels sont les besoins immédiats et les priorités de ces collectivités territoriales aussi en perspective de la reconstruction du territoire ? Comment la communauté internationale est invitée à contribuer à cet effort ?

Des représentant-e-s des collectivités libanaises étaient également présent-e-s afin de partager les réponses locales à une crise multiforme qui touche leur pays, lequel est également et directement confronté aux conséquences du conflit syrien.

Programme	Session	Format
9:15-9:45	Arrivée et café	
9:45-10:05	<p><b>Allocution de bienvenue</b> Animatrice : Mme Laurence Gagnebin, Ville de Genève</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Sami Kanaan, Membre du Conseil exécutif de la Ville de Genève, Président du Groupe de travail de CGLU sur la prévention territoriale et la gestion des crises</li> <li>• M. Jean-Baptiste Buffet, CGLU</li> <li>• M. Filiep Decorte, Chef du service développement de programmes, ONU-HABITAT, Chef du comité de pilotage, GAUC (<i>en ligne</i>)</li> </ul>	Plénière
10:05-12:00	<p><b>Villes confrontées à la guerre et aux réponses et besoins des collectivités locales et régionales dans les pays en guerre ou subissant les conséquences des conflits</b> Animatrice : Mme Anh Thu Duong, Geneva Cities Hub</p>	Plénière
10:05-10:25	<p>Aspects théoriques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. François Grünewald, Directeur, Urgence-Réhabilitation-Développement (URD)</li> <li>• Mme Marianne Gasser, Comité International de la Croix-Rouge (CICR)</li> </ul>	
10:25-10:35	<p>Situation de crise en Ukraine</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Denise Brown, Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Ukraine (<i>message transmis par M. François Grünewald</i>)</li> </ul>	
10:35-11:20	<p>Voix des autorités locales ukrainiennes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Nataliya Lazarenko, Responsable de coopération internationale, Association des Villes ukrainiennes</li> <li>• M. Oleksandr Syenkevych, Maire de Mykolayiv</li> <li>• Mme Liudmyla Tkachenko, Maire de Novhorod-Siverskyi</li> <li>• M. Yuriy Fomichev, Maire de Slavutych (<i>en ligne</i>)</li> <li>• Mme Victoria Titova, Conseillère du maire de Slavutych</li> <li>• M. Igor Terekhov, Maire de Kharkiv (<i>message vidéo</i>)</li> </ul>	
11:20-12:00	<p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Renske Steenbergen, Directrice adjointe, Agence de coopération internationale de l'Association des municipalités néerlandaises VNG International</li> </ul>	
12:00-12:15	Pause	Plénière

12:15-13:00	<p><b>Renforcer la coopération avec les autorités locales en partenariat avec les acteurs internationaux de l'humanitaire/du développement</b></p> <p>Animateur : M. Daan Stelder, Chargé de projets VNG International</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Simone Giovetti, groupe de travail pour la prévention et la gestion territoriale des crises, CGLU et Cités unies France</li> <li>• M. Juan Carlos Uribe Vega, CGLU</li> <li>• M. Filiep Decorte, Chef du service développement de programmes, ONU-HABITAT, Chef du comité de pilotage, GAUC (<i>en ligne</i>)</li> <li>• Mme Gulnara Roll, Conseillère régionale, section forêts, terres et logement, Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, UNECE</li> <li>• Mme Louise Thaller, IMPACT Initiatives, Responsable en recherche urbaine, co-présidente de USWG</li> </ul>	Plénière
13:00-14:30	Déjeuner au Palais Eynard	
14:30-16:00	<p><b>Typologies d'intervention dans le contexte de crises prolongées</b></p> <p>Animateur : M. Jean-Baptiste Buffet, CGLU</p>	Plénière
14:30-14:45	<p>Aspects théoriques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. François Grünewald, Directeur, Urgence-Réhabilitation-Développement (URD)</li> </ul>	
14:45-15:45	<p>Voix des autorités locales libanaises</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Mohamed El Baba, Membre du conseil municipal de Saida, Membre du Conseil mondial de CGLU</li> <li>• M. Moustafa Hijazi, Membre du conseil municipal de Saida, Chef de l'unité de gestion de risque de catastrophe de la fédération de Saïda-Zahrani</li> <li>• Mme Rouba Onaissi, Chargée de projets, Bureau technique des villes libanaises (BTVL)</li> </ul>	
15:45-16:00	Discussion	
16:00-16:30	<b>Conclusions et recommandations</b>	Plénière

## Compte-rendu de la réunion

### Allocution de bienvenue

**M. Sami Kanaan** : Les villes n'ont pas les mêmes ressources pour faire face aux nombreux défis actuels. La guerre est une cause de migration, en plus du changement climatique et des raisons économiques. En Ukraine, pays en guerre, les villes doivent affronter l'hiver et la destruction d'infrastructures. CGLU fait le lien avec les différents partenaires présents aujourd'hui.

**M. Jean-Baptiste Buffet** : Depuis 1913, année de création de l'Union Internationale des Villes, les autorités locales ont joué un rôle important, même lorsque leurs États étaient en guerre. Le Pacte pour l'avenir de l'humanité de CGLU est un texte visionnaire ayant pour vocation de donner des réponses non seulement immédiates mais aussi à long-terme pour répondre aux crises. En contexte de crise, comment les villes peuvent-elles développer des services publics – eau, mobilité, santé, etc. – en faveur des citoyens ? Cités unies France travaille pour la solidarité et la paix dans des villes touchées par des crises, à travers ses fonds de solidarité pour le Liban ou l'Ukraine notamment. Mais il ne faut pas oublier des pays comme la Gambie, la Somalie, l'Érythrée, le Yémen, le Pakistan, etc., qui ne sont pas toujours assez médiatiquement couverts.

**M. Filiep Decorte** (*en ligne*) : Avec l'organisation d'événements sur les crises urbaines, comme le Forum urbain mondial, on voit un renforcement du rôle des gouvernements locaux. On remarque aussi la montée des inégalités, le changement climatique, et d'autres défis. Faire face aux crises est malheureusement la nouvelle normalité. En collaborant avec des acteurs ukrainiens, nous avons pu constater une véritable expertise et un savoir-faire local. Même si le processus de décentralisation n'est pas achevé en Ukraine, il faut absolument apporter notre soutien au niveau local. Les gouvernements locaux sont les premiers touchés par la gestion des flux migratoires. Leur rôle est de plus en plus important dans le « *recovery thinking* », la reconstruction. Cela permet de repenser le multilatéralisme dans un contexte complexe de crises mondiales. C'est dans ces moments de changements que l'on peut aussi créer et réinventer le système.

### Villes confrontées à la guerre et aux réponses et besoins des collectivités locales et régionales dans les pays en guerre ou subissant les conséquences des conflits

**Mme Anh Thu Duong** : Dans cet échange, nous verrons le rôle des autorités locales et régionales ukrainiennes. Actuellement, les besoins humanitaires de base – eau, nourriture, médicaments – manquent en Ukraine. Tout le pays traverse des difficultés pour se fournir en énergie, en eau, en chauffage. En parallèle, on commence à penser la reconstruction, même si la guerre a toujours lieu. Les ONG locales et la société civile se sont grandement mobilisées pendant le conflit pour aider les populations et tenter de subvenir à leurs besoins. Et surtout, les gouvernements locaux ont joué et jouent un rôle fondamental.

**M. François Grünwald** : L'importance du lien entre les villes et les guerres est un sujet d'actualité. Toutefois, la guerre en ville et pour contrôler les villes n'est pas un phénomène récent. Différentes stratégies militaires se sont développées, allant du siège jusqu'à la reddition, ou bien la destruction, ou encore le bombardement massif. La stratégie actuelle en Ukraine de

la part des troupes russes est celle du siège et de la destruction d'infrastructures. Dans de tels moments, le cœur de la survie repose en partie sur les institutions municipales et la résistance du tissu urbain.

**Mme Marianne Gasser** : Veuillez excuser Mme Ariane Bauer, qui devait intervenir mais qui n'a pas pu venir. Je la remplace. Je travaille pour le CICR. J'ai longtemps travaillé dans des contextes de grande violence, comme en Syrie notamment. En période de guerre, ce qui est frappant en zone urbaine est l'attaque sur les infrastructures. Le CICR a travaillé auprès d'autorités locales, dans des zones urbaines touchées par des armes explosives. Cela a coupé tout ou partie des services vitaux : eau, assainissement, santé, électricité, nourriture, écoles. Même si le conflit en Ukraine s'arrêtait demain, il y aurait quand même de lourdes conséquences à long terme, à cause de la destruction des infrastructures. Les autorités locales aident les personnes dans le besoin avant, pendant et après le conflit. Elles connaissent donc très bien les besoins des populations. Le CICR travaille avec la Croix-Rouge en Ukraine, et/ou avec le Croissant-Rouge dans d'autres contextes.

**Mme Denise Brown** (*message transmis par M. François Grünewald*) : La résilience et la planification à long-terme sont les objectifs à atteindre en période de crise. Le focus doit se concentrer sur les municipalités en termes de reconstruction.

**Mme Nataliya Lazarenko** : Mon pays, l'Ukraine, traverse un moment très difficile. La Fédération de Russie continue de violer toutes les lois internationales, en commettant des actes de torture, de tueries, de viols, etc. Il est difficile d'arrêter ce désastre. Je suis reconnaissante du soutien des autres pays et de l'aide humanitaire reçue. L'Association de villes ukrainiennes (*Association of Ukrainian Cities – AUC*), que je représente, est un réseau de mille municipalités et fait partie de la famille qu'est CGLU. De l'aide a été apportée par les villes jumelées et par des organisations internationales pour appuyer les maires. Certains maires ont d'ailleurs été enlevés, tués, torturés par les troupes russes. Les villes ukrainiennes agissent dans les processus d'évacuation de populations, lorsque la zone est confrontée à de lourdes attaques.

Les autorités locales ont le plus de problèmes et de défis à gérer, et encore plus depuis la guerre. Plus de 14 millions de personnes ont quitté leur maison, 9 millions de personnes sont déplacées internes. La crise du COVID-19 a permis aux professeurs de donner les cours à distance, ce qu'ils font à présent pendant la guerre. Nos municipalités jouent un rôle très important, en envoyant par exemple 5 000 enfants dans différents pays afin qu'ils puissent étudier en étant épargnés des traumatismes de la guerre. Les représentant-e-s locaux sont de véritables héros. Si quelqu'un dispose d'équipements pour l'hiver, n'hésitez pas à me contacter, nous en avons besoin.

**M. Oleksandr Syenkevych** : En Russie, il semblerait qu'il n'y ait pas de résistance à la guerre, mais que du soutien, à cause de la propagande du régime. Ce qui a lieu aujourd'hui est un génocide du peuple ukrainien. À Mykolayiv, 80% des gens parlent russe, mais le prétexte d'invasion russe pour « protéger les populations russophones » est de la propagande. La ville de Mykolayiv a un passé héroïque. Ses habitants ont une bonne image de l'Union soviétique, mais cela a été utilisé par la propagande pour faire un amalgame avec la Russie. Mykolayiv a été envahie par la Russie pendant 277 jours. 156 civils ont été tués, et 703 ont été blessés – dans les arrêts de bus, à la maison, au travail. Les attaques ne visaient pas des cibles militaires.

Pour s'approvisionner en eau, la ville de Mykolayiv a trouvé une solution originale, avec l'appui d'organisations internationales. L'eau de la rivière, salée, n'est pas potable, mais a été utilisée

à d'autres fins (nourriture). Nous avons développé un système de traitement de l'eau pour qu'elle soit potable, après 7 mois sans eau. À présent, le défi principal pour Mykolayiv est le chauffage. Deux infrastructures permettant aux habitant-e-s de se chauffer ont été détruites par les Russes. Dans la ville, nous avons ouvert des centres d'accueil pour les réfugié-e-s. Nos besoins actuels sont les suivants : systèmes de nettoyage de l'eau, générateurs diesel, réparation d'équipements. Nous commençons dès maintenant à penser la reconstruction de la ville.

**Mme Liudmyla Tkachenko** : Présentation d'une vidéo de la ville de Novhorod-Siverskyi avant la guerre, puis d'une vidéo de la ville pendant la guerre. Nous avons la volonté de reconstruire les logements, les écoles, etc. Pendant l'occupation russe, nous étions coupés du monde. Nous avons tout appris à nos dépens. Nous n'étions pas prêts à affronter une telle situation. Nous tenons à remercier l'aide internationale reçue. Actuellement, la ville fait face à des coupures d'électricité ; il y a un manque de générateurs. Nous n'avons pu fournir qu'un tiers des générateurs nécessaires. De plus, l'eau est notre première priorité.

**M. Yuriy Fomichev** (*en ligne*) : Merci pour l'invitation à cette réunion. Malheureusement, je n'ai pas pu y assister en personne parce que ma ville de Slavutych, située à 8km de la frontière biélorusse, a été bombardée juste avant que je ne parte pour Genève. Je ne pouvais pas quitter les habitant-e-s pendant ce moment difficile. Plus tôt dans l'année, nous avons été encerclés par l'ennemi. L'armée russe nous avait contraint à la reddition, sous la menace. En réponse, les habitant-e-s de Slavutych ont organisé des actions pour l'Ukraine, comme par exemple des manifestations pacifiques. Des civils non armés se sont retrouvés face aux tanks et aux soldats russes armés. Nous n'avions pas d'arrivée de carburant, d'eau ni de nourriture. Nous avons survécu grâce aux stocks existants. Nous avons utilisé l'énergie solaire pendant les coupures de courant. Nous avons aménagé des abris en cas de frappes aériennes et de bombardements.

**Mme Victoria Titova** : Dans la ville de Slavutych, nous aimerions mettre en place un projet architectural de rénovation de logements. En effet, il y a de nombreux immeubles des années 1980 abandonnés. Ils sont grands et ont du potentiel pour être rénovés.

**M. Igor Terekhov** (*message vidéo*) : La ville de Kharkiv a été l'une des premières victimes de l'ennemi russe. Avant la guerre, elle comptait 2 millions d'habitant-e-s. La stratégie des troupes russes est l'attaque d'infrastructures et l'intimidation de la population. Plus de 4 000 immeubles résidentiels, 110 écoles et 50 établissements de santé ont été détruit. 150 000 personnes n'ont plus de toit. Même dans ces conditions, nous assurons le fonctionnement des activités de la ville. Nous avons commencé à nous préparer pour la saison hivernale, l'une des plus difficiles dans l'histoire récente de Kharkiv. Depuis la fin de l'été, l'ennemi russe a bombardé les infrastructures d'énergie en Ukraine, en particulier à Kharkiv.

Nous avons des idées pour la reconstruction de la ville à la fin des opérations militaires. Mais notre priorité est d'affronter les défis causés par l'arrivée de l'hiver, en restaurant les infrastructures d'électricité et de chauffage. Mais cela requiert beaucoup d'efforts et de temps. Dans l'immédiat, nous mettons en place des espaces chauffés, où les habitants pourront venir se réchauffer, avoir accès à de la nourriture, à des soins médicaux, et charger leurs téléphones. Les attaques sont si répétitives et destructrices qu'il devient difficile d'affronter la situation seuls. Au nom des habitant-e-s de Kharkiv, merci à tous ceux et celles qui nous viennent en aide, cela nous est vital. Nous sommes déterminés à défendre l'indépendance de l'Ukraine et sommes confiants en notre victoire. Mais l'agresseur viole les lois internationales et les droits humains.

## Discussion

**Mme Renske Steenbergen** : VNG International travaille en Ukraine depuis 1996. Nous collaborons à travers l'expertise, l'architecture, etc., dans une perspective de long-terme. Nous avons besoin du soutien d'autres types d'acteurs pour agir auprès des gouvernements locaux : secteur privé, ONG, organisations internationales, etc. Actuellement, des acteurs néerlandais et internationaux travaillent sur la sélection de quatre municipalités pour mettre en œuvre des projets en Ukraine. Il ne faut pas sous-estimer le temps de reconstruction après le conflit, qui prendra des décennies.

Des participant-e-s se sont demandés comment les autorités locales pouvaient avoir accès au système onusien d'aide humanitaire, s'il valait mieux pour les villes d'agir seules ou d'opter pour la coopération. Il a été souligné que les partenariats avec les villes ukrainiennes étaient possibles par le biais des jumelages.

**Mme Nataliya Lazarenko** : Le danger nucléaire existe toujours. Nous avons des projets à moyen et long termes dans nos municipalités. Nous avons besoin d'équipements, même s'ils sont déjà utilisés. Nous devons nettoyer les ruines et les dégâts, ou bien nous concentrer sur la reconstruction d'une école ou d'un hôpital par exemple.

## Renforcer la coopération avec les autorités locales en partenariat avec les acteurs internationaux de l'humanitaire/du développement

**M. Simone Giovetti** : Avec l'outil des fonds de solidarité, Cités unies France travaille avec les gouvernements locaux en temps de crise. Nous prenons en compte les besoins et priorités des autorités locales pour mettre en œuvre des projets de réhabilitation et de reconstruction. Dans le cadre du fonds de solidarité pour l'Ukraine, 350 000€ ont été récoltés. Nous avons trois champs d'actions : en Ukraine, en Moldavie et en Pologne – les deux derniers pays accueillant des réfugiés ukrainiens. Nous avons aussi des fonds de solidarité pour le Liban, Haïti, etc.

**M. Juan Carlos Uribe Vega** : CGLU a mené beaucoup d'actions dans des domaines comme celui du développement durable. CGLU a produit des guides de « *Resilience learning* », en deux modules, et mène des échanges entre pairs et dialogues entre acteurs. Les thématiques abordées sont celles de la gestion des risques au niveau local et régional ou encore le changement climatique. En avril, nous avons organisé un échange autour des « migrations et déplacements en contexte de crise ». Nous avons contribué au fonds de solidarité pour la ville de Palu, après le séisme de 2018, nous participons au Forum urbain mondial, au Congrès mondial de CGLU à Daejeon en octobre 2022, etc. Nous avons aussi produit un « Guide pour les autorités locales pour travailler avec des acteurs humanitaires ».

**M. Filiep Decorte** (*en ligne*) : Nous avons opté pour une approche locale, dans les quartiers, les villes, etc. Nous avons produit des rapports sur la situation en Ukraine. Les manques de capacité peuvent être remplis par la coopération avec les acteurs humanitaires.

**Mme Gulnara Roll** : Je travaille dans une commission régionale, dans le domaine de l'énergie et du développement. Nous nous rendons régulièrement en Ukraine, pays membre de l'UNECE. Les projets en cours se situent à Kharkiv et Mykolayiv – UN4Kharkiv et UN4Mykolayiv. Nous

voulons servir de plateforme pour une équipe internationale d'expert-e-s. À Kharkiv ou en ligne ont lieu de manière hebdomadaire des réunions avec des architectes locaux pour suivre l'avancement des projets. Cela se fait en coopération avec des groupes d'humanitaires. La priorité est le logement. Le prochain rassemblement en personne se déroulera le 15 décembre à Helsinki.

**Mme Louise Thaller** : IMPACT Initiatives a été fondé en 2010. Les villes sont souvent au cœur des conflits et des crises. Or, il est parfois complexe pour les acteurs humanitaires d'agir auprès des autorités locales. C'est pour cela que nous avons créé un groupe de travail sur les collectivités territoriales. Il est ouvert à tout-e représentant-e de gouvernement local. L'objectif est de transformer les concepts en actions concrètes. Le groupe de travail est orienté vers l'humanitaire, mais reste ouvert à d'autres types d'acteurs.

### **Typologies d'intervention dans le contexte de crises prolongées**

**M. François Grunewald** : Les « crises durables » évoluent souvent en serpent de mer, sont ponctuées d'amélioration puis de rechutes. C'est le cas du Liban. Historiquement, les crises dans ce pays sont plutôt urbaines. On va jusqu'à parler de guerres ou guérillas urbaines. Pendant la pandémie de COVID-19, les collectivités locales libanaises ont mis en place des stratégies de gestion de crise remarquables. La société civile s'est aussi maintes fois mobilisée de façon informelle dans les moments de crise, comme après l'explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020. On assiste à de nouvelles dynamiques, facilitées avec les réseaux sociaux. On a beaucoup à apprendre de nos amis libanais.

Pendant les crises durables, on voit donc apparaître de nouveaux mécanismes et de nouvelles énergies. Ces crises s'inscrivent souvent dans des crises nationales durables. Les localités deviennent alors le dernier rempart. La ville de Saïda (Sidon) au Liban a fait preuve d'originalité dans ses réponses face aux difficultés rencontrées ces dernières années.

**M. Mohamed El-Baba** : Au Liban, nous accueillons environ 2 millions de réfugié-e-s, soit près de la moitié de la population totale. Saïda est ville riche en histoire, fondée il y a plus de 6 000 ans. Elle compte 150 000 habitants, dont 80 000 Palestiniens et 40 000 Syriens.

Au niveau national, les crises traversées sont multiples. La crise est financière, avec la dévaluation de la livre libanaise (perte de valeur de 91,96%). Elle est politique, avec une vacance présidentielle notamment. Elle est sociale : insécurité alimentaire, manque d'électricité, crise de carburant, etc. La crise est environnementale : mauvaise gestion des déchets, feux de forêts, fleuve du Litani pollué, etc. Elle touche aussi le secteur éducatif, avec l'émigration des professeurs des écoles et universités publiques, et le coût élevé de l'éducation privée. La crise frappe le secteur de la santé : épidémie de COVID-19, de choléra, la pénurie de médicaments, etc. Enfin, la crise est sécuritaire : nous n'avons toujours pas obtenu justice pour l'explosion du 4 août 2020.

En prenant en compte les objectifs de développement durable (ODD), la ville de Saïda s'est mobilisée aux côtés des ONG à la suite de l'explosion au port de Beyrouth. C'est une ville inclusive. Nous avons construit un centre social Taamir Ain el Helweh, et avons travaillé conjointement avec UN-Habitat pour la rénovation de bâtiments. Je terminerai en disant qu'il y a toujours de l'espoir, même dans les moments difficiles.

**M. Moustafa Hijazi** : D'abord, je tiens à exprimer ma solidarité avec le peuple ukrainien. Dans l'unité de gestion de risque de catastrophe de la fédération de Saïda-Zahrani, nous travaillons avec des ONG. Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons mis en place un comité spécial de gestion de crise qui a joué un rôle clé : sensibilisation, prévention, formation d'infirmiers et d'infirmières, rapports hebdomadaires chiffrés, etc. Nous avons contribué à la distribution de coupons alimentaires. À l'hôpital de Saïda, nous avons pu faire des tests PCR gratuits, assister les familles les plus vulnérables, faire une campagne de vaccination pour le COVID-19. Par ailleurs, la ville de Saïda a répondu aux défis climatiques en envoyant des équipes de pompiers, en organisant des exercices d'évacuation et de formation aux premiers secours.

**Mme Rouba Onaïssi** : Un fonds de solidarité a été ouvert par Cités unies France en collaboration avec le Bureau technique des villes libanaises (BTVL). L'objectif n'était pas seulement d'agir dans l'urgence après l'explosion au port, mais surtout d'affronter les crises multiples traversées par le Liban sur le plus long terme. Des programmes se sont mis en place dans 17 collectivités locales sur tout le territoire. Certains projets étaient destinés à appuyer les populations touchées par l'explosion. Par exemple, à Bourj Hammoud et à Karantina, on a créé un espace polyvalent ouvert aux habitant-e-s de ces quartiers. L'un des buts du fonds de solidarité est la mise en avant du rôle des municipalités face aux crises. Les projets ont été menés grâce à une approche participative, à travers des unités de concertation citoyenne et l'identification des besoins. Trois projets concernent l'appui à l'éducation. Dans quatre collectivités, on a développé des programmes pour favoriser le développement économique local, à travers la formation de jeunes et des opportunités de stages dans divers domaines professionnels. Les bénéficiaires de ces programmes ont témoigné d'un grand enthousiasme. D'autres projets sont en cours par exemple à Furn el Chebbak – prévention médicale, à Jdeideh-Harhaya-Qattine – projet culturel de théâtre et de danse – et à Anjar – jardin communautaire. Dans le cadre du suivi du fonds de solidarité, des webinaires sont régulièrement organisés entre représentant-e-s de collectivités françaises et libanaises, ce qui permet des échanges d'expériences riches. Le rôle des collectivités est en effet central. Il faut renforcer leurs capacités d'action, assurer la durabilité des programmes et adapter les fonds en fonction des besoins et des contextes locaux.

## Discussion

Pendant l'échange, l'importance d'intégrer l'enjeu climatique au niveau local a été relevée, par le biais du travail avec les jeunes et de l'adaptation en fonction des typologies de villes. Une participante défendait que l'« *area based approach* » ne pouvait pas se réduire à une dimension administrative parce que les quartiers sont faits d'interstices. Il a été demandé aux participant-e-s libanais comment le système humanitaire pourrait s'imbriquer au Liban, et comment le niveau local se mettait en relation avec le niveau national.

**M. Moustafa Hijazi** : Au Liban, l'État est défaillant. Les municipalités se retrouvent seules. Successivement, en 1982, 2000 puis 2006, lors des invasions israéliennes, nous avons pu vérifier ce constat. Le réseau local d'ONG est très présent. Malheureusement, nous n'attendons rien de la part du gouvernement.

**M. Oleksandr Syenkevych** : Les communautés locales sont comme des « immunités locales ». Aujourd'hui, en Ukraine, nous avons besoin de beaucoup de matériel, mais pas nécessairement neuf.

Les participant-e-s ont ajouté qu'il fallait garder en tête que les processus de décentralisation varient beaucoup d'un contexte à l'autre, et donc que le pouvoir donné aux communautés varie beaucoup lui aussi. Au Liban, la résistance et la forte mobilisation de la société civile est quelque chose d'assez inhabituel pour les acteurs de l'humanitaire. Au Liban comme en Ukraine, la forte digitalisation permet aux émigré-e-s de suivre tout ce qui se passe sur place.

**Mme Nataliya Lazarenko** : Nous avons travaillé avec des citoyens, des citoyennes et des ONG. En Ukraine, un État post-soviétique, les gens étaient habitués à la centralisation. La réforme de décentralisation était faite pour développer la confiance entre les citoyens et les citoyennes et les gouvernements. L'aide humanitaire apparaît aujourd'hui pour nous comme un investissement pour le futur et pour la paix.

**M. Moustafa Hijazi** : L'expérience du Liban avec la Croix-Rouge a une longue histoire. L'organisation nous a aidés à Saïda à mettre en œuvre les exercices de premiers secours par exemple. Le Liban est un pays centralisé. Avant le COVID-19, la Croix-Rouge agissait plutôt au niveau national, mais après l'épidémie, l'échelle d'action est celle des municipalités. Nous avons plus que jamais besoin du soutien de cette organisation, à cause des problèmes que nous traversons, notamment celui de la dévaluation de la livre libanaise.

### **Conclusions et recommandations**

**Mme Clare Hart** (*en ligne*) : Les relations de ville à ville permettent l'aide directe en temps de crise. Cités unies France a de l'expérience dans la coopération en temps de crise, à travers les actions menées dans le cadre des fonds de solidarité au Ghana, au Mali, en Haïti, et plus récemment au Liban et en Ukraine. Ces fonds sont mis en place dans le but de travailler avec les gouvernements locaux et cela fonctionne toujours très bien. Dans le cas de l'Ukraine, Cités unies France travaille aux côtés de l'Association ukrainienne des villes pour identifier les besoins précis.

**Mme Anh Thu Duong** : Merci à tous d'avoir participé à ce séminaire, en particulier aux représentant-e-s libanais et ukrainiens parc ont expliqué ce qu'ils font concrètement et ce dont ils ont besoin. La coopération décentralisée vise le moyen-long terme. Les donateurs ne voient malheureusement pas toujours les partenaires locaux comme une priorité. Les autorités locales changent, alors il faut se demander comment adapter le système actuel pour se concentrer sur l'échelle locale. Cela prendra des décennies, mais le processus a déjà commencé.



M. Sami Kanan ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux participant-e-s à Genève et en ligne.



La réunion annuelle du Groupe de travail sur la prévention et la gestion territoriale des crises a réuni plus de 30 personnes au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard (Genève).



## Liste des participants

Sami	Kanaan	Ville de Genève
Simone	Giovetti	Cité unies France
Karen	Daccache	Cité unies France
Jean-Baptiste	Buffet	UCLG
Juan Carlos	Uribe Vega	UCLG
Louise	Thaller	Impact Initiatives
Nataliia	Makaruk	Impact Initiatives
Jeremy	Wetterwald	Impact Initiatives
Corina	Demottaz	JIPS - Head of Knowledge Sharing & Communications
Stephanie	Loose	JIPS - Senior Policy Advisor
François	Grünewald	Urgence-Rehabilitation-Development
Mohamed	El Baba	Ville de Saida
Mustafa	Hijazi	Ville de Saida
Rouba	Onaissi	Bureau technique des villes libanaises (BTVL)
Oleksandr	Syenkevych	Maire de Mykolayiv
Liudmyla	Tkachenko	Maire de Novhorod-Siverskyi
Yuriy	Fomichev	Conseillère au maire de Slavutych
Nataliya	Lazarenko	International Cooperation Manager, Association of Ukrainian Cities
Daan	Stelder	VNG International
Renske	Steenbergen	International Cooperation Agency of the Association of Netherlands Municipalities VNG international
Serhii	Savchuk	Mission permanente d'Ukraine au siège de l'ONU à Genève
Anh Thu	Duong	Geneva Cities Hub
Andras	Szorenyi	Geneva Cities Hub
Pauline	Leroy	Geneva Cities Hub
Mia	Alibegovic	UNECE
Gulnara	Roll	UNECE
Marianne	Gasser	ICRC
Charles	Deutscher	ICRC
Sandra	d'Urzo	IFRC
Cecilia	Schmölzer	IFRC
Laurence	Gagnebin	Ville de Genève
Mehdi	Rar	Ville de Genève

## Liste des participants en ligne

Julie	Massez	Lianes Coopération
Joséphine	Fouquet-Bonanno	Grand Nancy
Anne-Lise	Stephan	Seine-Saint-Denis
Kulthum	Laoufi	Seine-Saint-Denis
Valentina	Guevara	Seine-Saint-Denis
Sonia	Tebbakh	Région Sud
Leïna	Khelladi	Loire-Atlantique
Abdelghani	Rabhi	Métropole Rouen Normandie
Michèle	Henry-Sassi	Strasbourg
Marie-Elisabeth	Sapin	Bordeaux Métropole
Lautaro	Lorenzo	Mercociudades
Clare	Hart	Montpellier Méditerranée Métropole
Nicole	Miquel-Belaudo	Toulouse
Dominique	Leveque	Ay-Champagne
Alexandra	Mahe	Lille
Franck	Gonsse	Dunkerque
Fabienne	Deletang	Rezé
Kader	Makhlouf	CGLU
Isabelle	Veteau	Brest Métropole
Anne-Lise	Joseph	Essonne
Elissa	Lemaire	Lille
Marie-Thérèse	Robert	Belfort
Filiep	Decorte	ONU-Habitat
Yuriy	Fomichev	Maire de Slavutych
Antoine	Le Solleuz	Nantes
Adrien	Licha	ALDA
Antonella	Vitale	Interaction Global Consultant
Cemal	Bas	Union of Municipalities of Turkey (UMT)
Claire	Roberts Lamont	UNHCR
Cécile	Rémion	Métropole Nice Côte d'Azur
Elena	Archipovaite	UNHCR
Gabriel	Titire	AVSI MENA
Isis	Nunez Ferrera	World Food Programme (WFP)
Tudor	Enache	ALDA
Mariana	Lessa Voita	UN-Habitat
Jonathan	Steel	Mission de l'UE auprès des Nations Unies à Genève
Juli	King	InterAction